

La troïka impose des sacrifices sans offrir d'espoir



Michael Marder

Le président français François Hollande a récemment souligné l'idée essentielle, pourtant souvent occultée, selon laquelle il y aurait des limites au degré de sacrifice qui peut être demandé aux citoyens des pays du sud de l'Europe en difficulté financière. Afin d'éviter de transformer la Grèce, le Portugal et l'Espagne en véritables «maisons de correction» collectives, a-t-il fait valoir, les peuples ont besoin d'espoir, au-delà des perpétuels horizons lointains de réduction des dépenses et de mesures d'austérité.

Les notions de psychologie les plus élémentaires appuient le point de vue de Hollande. Renforcement négatif et report répété des retours positifs ne peuvent aboutir à un objectif qu'à condition de la perception d'une lueur au bout du tunnel – la récompense future des sacrifices d'aujourd'hui.

Le pessimisme public régnant en Europe du Sud est en grande

partie attribuable à l'absence d'une telle récompense. Tandis que la confiance déclinante des consommateurs et le pouvoir d'achat des ménages aggravent la récession, les prévisions de fin de crise sont sans cesse repoussées, et les peuples soumis au fardeau de l'austérité en arrivent à perdre espoir.

Tout au long de l'histoire, le concept de sacrifice a mêlé théologie et économie. Dans le monde antique, les peuples procédaient à des offrandes souvent sanglantes auprès des divinités, dont ils pensaient qu'elles les récompenseraient au travers, par exemple, de bonnes récoltes ou d'une protection contre le malheur. Le christianisme et sa croyance selon laquelle Dieu (ou les fils de Dieu) se serait sacrifié afin d'expier les péchés de l'humanité, a inversé l'économie traditionnelle du sacrifice. Ici, la souffrance divine constitue une illustration de l'humilité désintéressée avec laquelle les méfaits terrestres devraient être endurés.

Malgré la sécularisation, la croyance selon laquelle récompenses ou accomplissements exigeraient un sacrifice est devenue partie intégrante de la conscience culturelle européenne. Le concept de «contrat social» – ap-

paru au siècle des Lumières afin d'appréhender, sans recours au droit divin, la légitimité de l'autorité de l'Etat sur ses citoyens – repose sur le postulat selon lequel les individus renonceraient à un certain degré de liberté personnelle dans le but de garantir paix et prospérité pour tous.

Ainsi, les dirigeants politiques ont souvent demandé aux citoyens de sacrifier libertés personnelles et confort au nom d'entités spirituelles sécularisées, telles que la nation ou l'Etat –

Au moins, Churchill avait offert aux Britanniques une perspective à laquelle s'accrocher: la victoire

requête à laquelle les citoyens ont très largement accédé. Dans son premier discours à la Chambre des communes en tant que premier ministre du Royaume-Uni, Winston Churchill avait inspiré l'espoir d'un pays assiéé au travers de sa déclaration célèbre affirmant que lui – et donc l'Angleterre – n'avait «rien à offrir, que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur».

Eu égard à une telle abondance de précédents, il peut sembler surprenant que la rhétorique du sacrifice utilisée sous la bannière de l'austérité soit avérée aussi inefficace dans le cadre de la crise européenne actuelle. Certains observateurs déplorent le déclin de l'engagement des peuples dans tout ce qui transcende l'individu, notamment dans le système politique.

Mais la réticence face à l'austérité en Europe du Sud ne puise nullement ses racines dans une hostilité généralisée à l'égard des sacrifices. Le point de vue des Européens consiste plutôt à considérer que les sacrifices réclamés par leurs dirigeants ne servent pas leurs intérêts. Churchill avait offert aux Britanniques une perspective à laquelle s'accrocher: la victoire. A défaut d'une fin claire et précise, susceptible de le justifier, le sacrifice perd tout son sens.

La légitimité de l'Union européenne tient essentiellement à la prospérité. Au terme de la période de croissance économique rapide de la Communauté, les dirigeants européens en sont venus à se baser davantage sur la menace d'un mal plus grand que l'austérité: une aggravation de la déstabilisation des pays détreués, qui conduirait au défaut, à

une expulsion de la zone euro, ainsi qu'à un effondrement économique, social et politique.

Cependant, le discours de la peur n'a aujourd'hui sa portée déclinée, dans la mesure où le «New Deal» prenant forme en Europe du Sud présente davantage de répression et un moindre protection, violant ainsi les principes fondamentaux du contrat social. En effet, tandis que les citoyens européens sont appelés à faire des sacrifices quant à leur niveau de vie – voire à leurs moyens de subsistance – pour le bien de l'économie nationale, les multinationales sont en plein essor.

Les conditions imposées par la troïka – Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international – conduisent à reporter indéfiniment la satisfaction des besoins de ceux auxquels il est demandé de faire des sacrifices, de même qu'à retarder la réparation de filets de sécurité sociale en lambeaux. Pourtant, les gouvernements nationaux continuent d'appliquer des politiques qui exacerbent l'injustice. Par exemple, le budget 2013 du Portugal réduit de huit à cinq le nombre de tranches d'imposition – une démarche vouée à dévaster la classe moyenne.

Le sacrifice impliquait autrefois un renoncement au corps – à ses plaisirs, à ses besoins fondamentaux, et même à sa vitalité – pour le bien de l'esprit, tandis que persiste le discours du sacrifice, la logique l'ayant sous-tendu pendant des millénaires à aujourd'hui été abandonnée. Il est crucial que les dirigeants européens nourrissent leurs citoyens d'une espérance renouvelée. Il en va de la légitimité d'une Europe «post-nationale», reposant sur une obligation de la part de l'UE, inscrite dans le Traité de Lisbonne, de promouvoir «le bien-être de sa population».

Chercheur auprès de l'Université du Pays basque de Vitoria-Gasteiz. www.projectsyndicate.org. Institute for Human Sciences, 2012

Trop de maturités en Suisse? Curieux diagnostic



Daniel Oesch

Dans un entretien donné à la presse alémanique il y a quelques semaines, le conseiller fédéral Schneider-Ammann avait souhaité que davantage de jeunes choisissent un apprentissage plutôt que de faire une maturité. Un tel choix serait plus compatible avec une société stratifiée en pyramide, avec quelques intellectuels en haut et de nombreux artisans en bas. De plus, ce choix permettrait de réduire le chômage, celui-ci étant plus élevé dans les cantons où davantage de jeunes font une maturité. Ces propos n'ont pas seulement heurté les responsables romands de l'Instruction publique, soucieux de l'égalité des chances. Ils paraissent aussi très curieux d'un point de vue économique. Tous les indicateurs disponibles suggèrent que la demande des entreprises suisses pour les diplômés des universités et hautes écoles diminue. Il suffit ainsi d'observer l'évolution récente de l'emploi, de la migration et du chômage pour mettre en cause les propos de notre ministre de l'Economie.

Commençons d'abord avec l'évolution de la structure de l'emploi. Un simple exercice nous permet de voir où le marché du travail suisse a crû et où il a décliné

depuis 1991. Pour cela, nous classons toutes les professions sur la base de la durée de formation requise. Puis, nous les regroupons dans cinq catégories à taille égale, appelées «quintiles». Le quintile 1 englobe les professions les moins exigeantes au niveau de la formation (comme les nettoyeurs et manoeuvres) et le quintile 5 les professions les plus exigeantes (comme les médecins et avocats). Pour déterminer le changement, nous pouvons observer l'évolution de l'emploi dans chaque quintile. Le résultat est univoque: entre 1991 et 2008, le marché du travail suisse a surtout créé des postes dans les professions les moins qualifiées du quintile 5. La

Avec la libre circulation, nos immigrés très qualifiés peupleront le haut de la pyramide

croissance de l'emploi était aussi substantielle dans les professions qualifiées du quintile 4, alors que l'emploi a décliné dans les professions moins qualifiées du quintile 1. Ce qui requiert des formations moins longues. De toute évidence, l'évolution de l'emploi nous éloigne chaque année davantage d'une société en pyramide.

La demande pour les formations de l'économie peut aussi être évaluée à l'aide des données sur la migration: quels sont les besoins de qualification que les en-

treprises suisses satisfont avec de la main-d'œuvre étrangère? Un récent rapport fédéral constate que plus de la moitié des travailleurs immigrés en Suisse dans le cadre de la libre circulation détiennent un diplôme d'une haute école ou d'une université. Le niveau de formation des nouveaux immigrés – notamment des Allemands et des Français – dépasse ainsi largement celui de la population résidente suisse. Déjà en 2010, l'économiste bâlois George Sheldon avait souligné que la Confédération s'affairait bruyamment autour du système d'apprentissage, alors que le principal manqué de personnel se situait au niveau des gens avec une formation tertiaire. Grâce à la libre circulation, les entreprises peuvent parer ce manque en important les travailleurs très qualifiés des Etats voisins. Ce sont donc eux qui peupleront le haut de la pyramide.

Un troisième élément qui nous permet de jauger les propos ministériels est l'analyse du chômage. En 1998, le taux de chômage était identique pour les individus avec un apprentissage et ceux avec un diplôme tertiaire. Depuis, l'écart s'est creusé continuellement. En 2010, le taux de chômage des personnes avec un apprentissage était 14 fois celui des universitaires. Même pour la minorité qui arrête la formation après la maturité, le taux de chômage est nettement plus significativement de celui des gens avec un apprentissage. Il est donc intéressant de constater que la concurrence avec la maturité, tant qu'un diplôme tertiaire offre de meilleures perspectives d'emploi et de salaire qu'un apprentissage, le taux des maturités devra continuer à augmenter. Le vrai défi de la politique de formation réside ailleurs: comment réduire la proportion de jeunes qui quittent le système éducatif après l'école obligatoire? Ils sont en moyenne 10% par année – et le taux de chômage des individus sans formation secondaire supérieure est élevé: 8%, ou 2,7 fois celui des diplômés. Comment réduire les apprentisages ont ainsi un réel potentiel de croissance – mais en absorbant davantage de jeunes qui veulent ar-

rêter leur formation après l'école obligatoire, plutôt qu'en ballotant la route vers la maturité.

Au vu de ces chiffres, se pose la question de la façon dont le ministre de l'Economie est arrivé à son curieux diagnostic. Deux hypothèses semblent plausibles. La première est que l'ancien chef d'entreprise a extrapolé la situation de l'industrie des machines à l'ensemble de l'économie. Dans l'industrie suisse, 57% de la main-d'œuvre est passée par un apprentissage et 21% a fait une maturité gymnasiale. Mais l'industrie est peu représentative des secteurs de services en croissance. Si nous prenons l'exemple des services aux entreprises, nous constatons que seulement 46% du personnel est passé par un apprentissage, alors que 43% des employés ont terminé une maturité gymnasiale. La métaphore de la pyramide correspond mal à la réalité des branches en expansion comme le conseil, l'informatique ou la santé.

La deuxième hypothèse est que Johann Schneider-Ammann ne considère qu'une petite partie de la population émane étant apte à être socialisée jusqu'au niveau de la maturité. Ce même scepticisme était très répandu dans les élites européennes au début du XXe siècle lorsqu'il s'agissait de rendre l'école secondaire obligatoire à toute la population. A chaque expansion du système de formation, les élites conservatrices craignaient un nivellement par le bas – et à chaque fois, leurs craintes se sont révélées infondées. Rien ne nous empêche donc d'investir davantage dans les compétences générales d'une partie grandissante de notre jeunesse en élargissant l'accès à la maturité. Au contraire, dans un contexte de rapide changement technologique, ce serait une erreur de ne pas le faire.

La chronique

Retour sur les élections américaines



Marie-Hélène Miauton

L'élection présidentielle américaine revêt une telle importance que les médias du monde entier ont eu les yeux braqués sur les Etats-Unis durant quelques bons jours, rappelant fort à propos les complexités de cet immense pays. Mais, après l'issue du vote, les voix se sont vite tues, alors même que le scrutin mérite une analyse, d'où ces quelques lignes...

La structure de l'électorat des deux concurrents s'avère tellement différente qu'elle nous montre une Amérique où les communautés sont divisées et s'opposent. Dans les pays du melting-pot, la vote a été avant tout communautaire puisque ce sont essentiellement les minorités qui ont fait passer Obama. Démonstration à travers les sondages de sortie des urnes disponibles.

L'électorat blanc, qui pèse 72%, a voté à 59% pour Mitt Romney, respectivement 62% des hommes et 55% des femmes. L'Amérique blanche a donc clairement choisi son camp sans pourtant accorder à son champion le score problématique qu'Obama a obtenu dans la population afro-américaine, dont il recueille 93% (1) des voix. Problématique parce que cette quasi-unanimité représente un glissement dangereux pour la démocratie. Evidemment, l'avènement d'un premier président noir peut expliquer cette réaction mais il faudrait vraiment voir à ce qu'elle ne s'institue pas à l'avenir. Ce d'autant que les trois quarts des Hispaniques ont également voté Obama.

Les commentateurs ressentent sans doute un certain malaise devant ce score «soviétique», et ils ont donc souvent présenté le vote pro-Obama comme plutôt urbain et jeune, ce qui relève surtout d'un cliché en relation avec les lieux d'habitat des minorités et leur structure démographique particulièrement jeune.

Toujours en corrélation avec la situation des minorités aux Etats-Unis, les classes sociales inférieures ou moyennes ont voté de façon marquée pour Obama (61%), alors que les citoyens socialement plus aisés ont mieux réparti leurs votes et n'ont choisi Romney qu'à 53%. Prétendre que le vote Obama est celui des classes défavorisées est donc exagéré, puisque nombreux parmi les mieux lotis l'ont également voté.

Qu'en est-il de la religion puisqu'on a beaucoup parlé des WASP (white anglo-saxon protestant)? Sachant que 53% de l'électorat se dit protestant et 25% catholique, ce sont donc les chrétiens qui déterminent l'essentiel du scrutin. Chez les premiers, on a voté Romney à 57% et, chez les seconds, Obama à 50%. Les différences entre chrétiens ne sont donc pas extrêmes alors que le solde des électeurs, composé des juifs, des musulmans, des autres religions et des athées, a voté à 70% pour Obama.

Il faut enfin savoir que moins de 60% des Américains ont daigné se déplacer pour conséquence, tout souvent tue, que le président a été réélu avec 9 millions de voix en moins qu'en 2008! Sachant que la population peut donner un résultat différent de celui des grands électeurs, il faut se féliciter qu'Obama ait obtenu 50,4% des voix, une majorité finalement très faible, comme c'est de plus en plus fréquent dans nos démocraties matures.

Professeur assistant à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Lausanne

mh.miauton@bluewin.ch

Les entreprises ont davantage besoin d'emplois très qualifiés



Chaque quintile contenait en 1991 20% de l'emploi total. Les colonnes montrent ainsi la croissance ou le déclin net dans l'emploi entre 1991 et 2008 selon le niveau de qualification des différentes professions.

SOURCE: ENQUÊTE SUISSE SUR LA POPULATION ACTIVE (SBS)